



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO

Irina Bokova,

à l'occasion de la Troisième réunion d'intersession des membres du Conseil exécutif

UNESCO, le 3 juin 2016

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil Exécutif,

Depuis la dernière réunion du Conseil exécutif, plusieurs développements ont marqué le travail de l'UNESCO :

...au *sommet Humanitaire mondial* à Istanbul, où l'UNESCO a contribué à renforcer le plaidoyer pour l'éducation dans les situations de crises, avec le lancement du nouveau fond pour l'éducation dans les situations d'urgence, et aussi à renforcer l'action pour la sécurité des journalistes.

... nous avons également lancé un nouveau Fonds pour la culture en Afghanistan, avec le président Ashraf Ghani, pour développer l'emploi et le sentiment d'appartenance nationale...J'ai rencontré des femmes afghanes qui bénéficient de notre vaste programme d'alphabétisation, le plus grand actuellement en cours dans le pays, et que nous devons encore amplifier.

... l'UNESCO organise en ce moment même, à Berlin, la réunion d'experts internationaux sur la sauvegarde du patrimoine syrien – plus de 230 experts syriens et de monde entier sont réunis, et leur présence est déjà un espoir, qui montre le pouvoir de la culture à rassembler, par-delà les différences.

Je voudrais rendre hommage au Ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne et en particulier à Madame la Ministre Maria Böhmer, qui fut également Présidente du Comité du Patrimoine mondial, pour son engagement

personnel dans cette réunion qui incarne l'esprit dans lequel nous travaillons – avec tous les acteurs, de tous les côtés, sur la base des décisions de *tous* les Etats Membres, avec prudence, avec responsabilité et aussi avec détermination, car c'est le peuple syrien qui est aujourd'hui en première ligne pour sauver ce patrimoine, au péril de sa vie, et en son nom, nous devons refuser que la culture ne soit manipulée ou instrumentalisée par qui que ce soit.

C'est dans ce même esprit, en se concentrant sur notre mandat et notre expertise technique, que j'ai envoyé une mission d'experts à Palmyre le 25 Avril, suite à la décision du Conseil exécutif, et c'est dans le même esprit que nous allons continuer, auprès du peuple syrien dans un pays où le conflit fait rage.

Au Népal, Mesdames et Messieurs, j'ai vu l'importance du travail de l'UNESCO et le rôle de la culture pour la résilience après le tremblement de terre – j'y ai lancé aussi le nouveau programme d'éducation pour les filles adolescentes, avec l'ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour le développement, et le soutien de la République de Corée.

Le *Forum Mondial sur les femmes* à Sofia, Bulgarie, a accentué l'importance d'appuyer le leadership des filles et des femmes, et je remercie madame la Première ministre du Bangladesh, S.E. Sheikh Hasina pour sa participation, aux côtés de S.E. M. Rosen Plevneliev, Président de la Bulgarie.

Je pense également à notre action pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, que nous avons mis en avant lors de la Journée mondiale de la Liberté de la presse, organisée cette année à Helsinki, et je voudrais saisir l'occasion de saluer à nouveau la Finlande et la Suède, pour le 250^{ème} anniversaire de la première loi au monde à consacrer la liberté de la presse et de l'information.

La célébration de la Journée Internationale du jazz a été un moment très fort, à la Maison Blanche, en présence du Président Barack Obama et de la Première Dame, pour faire passer nos messages sur le dialogue interculturel, le respect de la diversité et des droits de l'homme dans des sociétés de plus en plus diverses.

J'ai porté ce message, sur l'importance de l'éducation pour les droits de l'homme et la prévention de l'extrémisme, en Slovaquie, et en république Tchèque, aux grandes

universités de Comenius et Charles, qui célébrait le 700^e anniversaire de la naissance de l'Empereur et Roi Charles IV.

J'ai partagé ce même message lors de la *première Conférence internationale sur la diplomatie préventive*, organisée à Alicante, Espagne, par le ministre de affaires étrangères, S.E. Jose Garcia-Margallo y Marfil.

Et j'ai entendu l'appel très fort des pays Membres du G7, au Japon, dont les ministres de l'Education se sont réunis, pour la première fois en 10 ans, et c'est aussi le signe d'une évolution majeure, où l'UNESCO a toute sa part.

Je me réjouis de cette nouvelle occasion de débattre avec vous les moyens de renforcer les outils de notre action.

L'ordre du jour de cette session y invite tout particulièrement, avec trois sujets principaux de discussion :

- La préparation du prochain programme et budget.
- Le rôle des données statistiques dans le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda Deux mille trente.
- Le rapport annuel du Service d'évaluation et d'audit.

Permettez-moi de parler très brièvement sur chacun de ces thèmes, qui me donnent aussi l'occasion de répondre directement à certaines de vos questions, notamment celles des Groupe I et III.

Sur la préparation du prochain programme et budget, d'abord : plusieurs étapes ont été franchies.

La 38e Conférence générale a adopté les orientations générales.

Le rapport stratégique sur les résultats (document 199 EX / 4 Partie I, B) vous a été soumis, avec une évaluation stratégique des résultats et de nombreuses propositions.

Le questionnaire a été adressé le 18 avril 2016 aux Etats membres, Membres associés et à l'ensemble de nos partenaires -- 120 y ont déjà répondu, c'est le taux de réponse le plus élevé obtenu à ce jour pour cet exercice.

Parallèlement, j'ai lancé le cycle des consultations régionales, qui ont lieu du 30 mai au 24 juin.

Le Secrétariat a mis en place une plate-forme internet dédiée -- plus d'une centaine de représentants se sont déjà enregistrés.

Nous allons solliciter également les Commissions nationales lors de la Réunion interrégionale organisée les 13-15 juin à Shanghai.

Je tiens à souligner aussi que le projet de 39 C/5 sera présenté sur la base d'un cadre budgétaire intégré afin de faciliter le dialogue structuré sur le financement.

Un axe majeur du nouveau programme et budget, c'est la mise en œuvre de l'Agenda Deux mille trente, et l'UNESCO capitalise activement sur son approche multidisciplinaire, notre atout majeur.

J'ai décidé de créer une Task Force sur l'Agenda Deux mille trente -- pour aligner nos documents programmatiques, renforcer la coordination intersectorielle, approfondir le partage des informations, et répondre aux besoins des Etats membres.

Nous avons créé le *Comité directeur des Objectifs du Développement durable – Éducation Deux mille trente*, pour engager le travail de façon coordonnée, avec l'ensemble des partenaires – il a tenu sa première réunion au siège les 25-26 mai 2016.

Un autre exemple est la revue sectorielle de l'UNESCO sur le progrès des Pays les moins avancés dans le cadre du *Programme d'action d'Istanbul* – cette analyse a contribué à l'examen mené à Antalya du 27 au 29 mai, de la mise en œuvre du Programme du système des Nations Unies.

Nous soutenons activement les États membres par le biais du Forum politique de haut niveau sur le développement durable – tant au niveau de contributions aux

rapports qui viendront animer les débats entre les Etats membres, qu'à travers des réunions parallèles.

La mise en œuvre de l'Agenda Deux mille trente demande une cohérence accrue à travers tout le système.

L'UNESCO participe pleinement au dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du système des Nations Unies dans le contexte de l'Agenda Deux mille trente – ce dialogue entre dans sa seconde phase, et présentera des options concrètes pour le renforcement du système.

Nous appuyons également le *Groupe de Haut Niveau des Etats membres sur les Objectifs du Développement durable*, qui tiendra sa première réunion le 5 juillet au Siège, à l'initiative de la Suède.

Enfin, dans le cadre de l'initiative *Investir pour la mise en œuvre efficace*, l'UNESCO va lancer un cycle de formation pour les équipes de la gestion financière afin de renforcer notre participation à la programmation commune des Nations Unies.

C'est dans cet esprit de renforcement des capacités de suivi, de contrôle et de partage des résultats que nous développons les activités de l'Institut statistique de l'UNESCO.

L'Institut statistique de l'UNESCO est à la pointe de la révolution des données et son rôle est essentiel pour construire et coordonner les indicateurs robustes dont l'Agenda Deux mille trente a besoin.

Permettez-moi de mentionner davantage que les États membres doivent adopter plus de 200 indicateurs de suivi, dont 10% seront fournis par l'UNESCO.

Il faut construire des indicateurs de qualité, capable de renseigner le suivi des progrès de toutes les parties d'une population, y compris les plus vulnérables, les plus marginalisées.

Cela nécessitera de nouvelles méthodes, de nouveaux moyens.

C'est aussi la possibilité de renforcer notre réseau de partenaires, et de mieux articuler statistique, partage des informations, contrôle de l'efficacité.

Ce dernier thème rejoint le travail des services d'évaluation et d'audit, à l'ordre du jour de cette session.

L'UNESCO a mis en place, au cours des dernières années, des structures de contrôle robustes, sur le plan interne et externe.

Nous avons progressivement amélioré la cohérence et l'efficacité de nos systèmes, avec un dialogue plus efficace, comme cela a été reconnu par le *Comité consultatif de contrôle interne*.

La prochaine étape est d'accélérer la mise en œuvre des recommandations – et c'est la priorité de nos efforts. J'ai ainsi tenu à ce que le suivi de la mise en œuvre des recommandations soit examinée au niveau de l'équipe de Direction, et qu'un objectif de 3% du prochain budget soit consacré à l'évaluation.

Je consulterai le *Comité consultatif de contrôle interne* sur la façon de renforcer les ressources pour y parvenir.

C'est dans cet esprit que j'écouterai avec attention le débat des Etats membres sur les termes de références du Comité consultatif de contrôle interne.

Vous pourrez écouter dans quelques instants les rapports détaillés de nos directeurs sur ces différents points, et je souhaiterais d'ores et déjà répondre aux questions que vous avez posées.